

Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms étrangers en France

(3^{ème} trimestre 2013)

1. Résumé

Evacuations de Roms : des niveaux jamais atteints

En effet, les évacuations forcées des Roms étrangers durant le troisième trimestre de l'année 2013 ont perduré à un rythme très élevé.

Un total de 5.003 personnes ont été évacuées de force par les autorités durant le troisième trimestre, avec une nette recrudescence des évacuations durant les mois de juillet et d'août 2013. La plus forte augmentation du nombre d'évacuations forcées a encore été observée en Ile-de-France, le triste record étant détenu par le département de Seine-Saint-Denis. Dans les autres régions (incluant Paca, Rhône-Alpes et le Nord), les évacuations forcées ont perduré à un rythme élevé mais stable.

En tout, il y eut 56 évacuations perpétrées par les forces de l'ordre concernant 5.003 personnes, 1 rapatriement concernant 110 personnes et 5 évacuations suite à un incendie affectant 500 personnes.

Le recensement fait apparaître durant le troisième trimestre la distribution de 80 obligations de quitter le territoire français (OQTF). Les informations de terrain laissent à penser que le nombre d'OQTF distribuées est beaucoup plus important dans la réalité mais comme il n'est que très partiellement pointé par les bénévoles et pratiquement jamais signalé par les médias, il est très difficile d'en faire un recensement réaliste.

On observe d'autre part un nombre croissant de bidonvilles qui sont abandonnés par les habitants avant l'intervention des forces de l'ordre pour éviter les traumatismes et la perte de leurs biens.

Durant le troisième trimestre 2013, les évacuations forcées ont continué dans la plupart des cas, sans solution alternative crédible de relogement ni d'accompagnement social. Comme durant le deuxième trimestre, la mise en application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 «relative à l'anticipation et à l'accompagnement des opérations d'évacuation des campements illicites» reste rare, disparate et généralement superficielle. Elle s'apparente souvent à un recensement des populations plutôt qu'à un réel et durable travail social d'insertion.

Le Préfet de Seine-Saint-Denis, Mr Philippe Galli, reconnaît qu'il n'applique pas correctement la circulaire arguant du fait qu'il ne dispose pas de moyens suffisants¹.

Ceci se perpétue tout en développant un discours gouvernemental de rejet de plus en plus clair et se traduisant dans les faits par la même violence que sous le gouvernement précédent. Il n'y a aucune volonté de développer une politique d'insertion. Il n'y a que celle de souhaiter leur retour dans leur pays d'origine.

Cette politique de rejet est accompagnée par des discours laissant la voie libre à l'expression des extrémismes stigmatisant une population déjà trop précarisée.

¹ COMPLÉMENT D'ENQUÊTE, " Manuel Valls : l'ambitieux ", France 2, Diffusé le jeu. 12-09-13 à 22:15

Remarque préliminaire

Depuis le début du deuxième trimestre 2013, ce recensement est le fruit d'une collaboration entre la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et le « European Roma Rights Centre » (ERRC). Sans avoir la prétention de refléter l'exacte réalité de la situation étant donné le manque de données précises disponibles, ce recensement voudrait cependant en être l'expression la plus objective possible.

Ont été rajoutés à l'analyse les types de bases légales utilisées pour justifier les évacuations forcées et le nombre de fois où les personnes se sont enfuies d'elles-mêmes des lieux de vie pour échapper aux traumatismes des évacuations. Ces recensements étaient précédemment réalisés par Ph. Goossens et publiés en son nom propre.

2. Résultats observés et nouvelles données

Durant le troisième trimestre 2013, 5.613 personnes furent obligées de quitter leurs lieux de vie dont 5.003 suite à une évacuation forcée et 500 suite à un incendie. Il y a eu à notre connaissance 1 rapatriement groupé organisé par l'OFII pour 110 personnes. On recense la distribution de 80 Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) à 4 occasions. Mais ceci reste probablement en-dessous de la réalité, la distribution de ces OQTF n'étant que sporadiquement rapportée. La présence, au cours d'une expulsion, de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) était avérée 1 fois.

Les évacuations ont concerné 62 sites. Une solution partielle de relogement a été proposée 29 fois. Les événements survenus sur ces sites correspondent à 56 évacuations forcées, 1 rapatriement et 5 évacuations suite à un incendie.

Il y eut 46 évacuations forcées faisant suite à une décision d'un tribunal de grande instance (TGI) ou d'un tribunal administratif (TA), 8 faisant suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par la Mairie ou le Préfet et 2 abandons des bidonvilles par les personnes elles-mêmes.

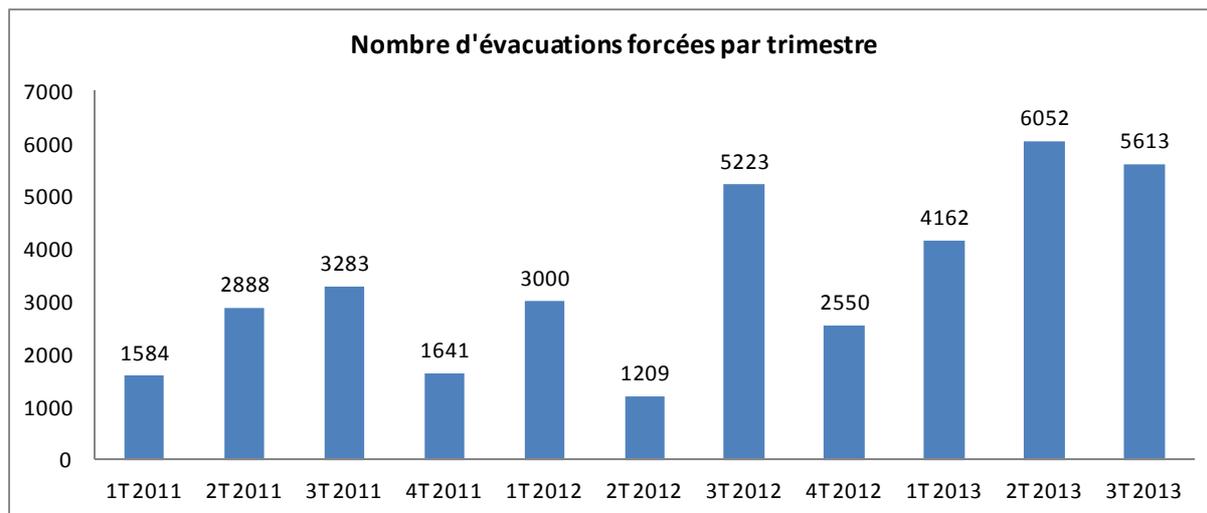
L'analyse des résultats montre que toutes les régions de France ont été le témoin d'évacuations forcées.

Comme lors des trimestres précédents, les solutions de relogement restent dérisoires dans la pratique même si, dans ce rapport, elles sont comptabilisées quand elles sont faites. Les propositions de relogement sont le plus souvent temporaires (deux à trois jours) dans des hébergements d'urgence ou parfois plus longtemps pour certaines familles (un mois renouvelable selon des critères mal définis) dans des hôtels du SAMU social. Elles sont généralement éparpillées et éloignées des lieux de scolarisations des enfants et elles ne sont adressées qu'à une partie de la population du lieu de vie. Il arrive fréquemment que les autorités envisagent de séparer les familles en proposant des solutions d'hébergement d'urgence uniquement aux mères et aux plus jeunes enfants, laissant les pères et les autres enfants plus âgés à la rue. Malheureusement, ces relogements sont souvent suivis par une distribution d'OQTF.

3. Evolutions par rapport aux périodes précédentes

Les deux tableaux suivants détaillent les différents nombres recensés et leurs évolutions.

Cette analyse montre que le nombre de personnes évacuées au troisième trimestre 2013 reste à un niveau très élevé. Ces résultats reflètent les propos tenus par les autorités de ne rien changer à leur politique.



	Nombre de lieux subissant une évacuation forcée due aux...			Nombre de lieux évacués	Solutions partielles de relogement	Nombre de fois que des personnes ont subi une évacuation forcée due aux...			Nombre total de Personnes
	Autorités	Rapatr.	Incendies ou autres			Autorités	Rapatr.	Incendies ou autres	
1T 2012	17	1	6	24	3	2 153	70	777	3 000
2T 2012	17	2	1	20	1	1 039	150	20	1 209
3T 2012	40	3	1	44	4	4 630	558	35	5 223
4T 2012	23	4	3	30	11	1 582	735	233	2 550
1T 2013	29	2	10	41	16	2 883	272	1 007	4 162
2T 2013	37	0	4	41	16	5 522	0	530	6 052
3T 2013	56	1	5	62	29	5 003	110	500	5 613

4. Harcèlement, rejet, mise en péril, menaces

La liste ci-dessous n'est pas exhaustive et ne donne que quelques exemples des faits de violence :

- Après avoir été relogés dans différents hôtels du 115 suite à l'évacuation du bidonville de Vaulx-en-Velin (69) fin août, une quarantaine d'adultes se sont vu signifiés une OQTF.
- Des climats de tension et des menaces anti-Roms se perpétuent à certains endroits : un agriculteur de Croix a d'ailleurs tiré à blanc avec sa carabine pour effrayer des Roms qui s'approchaient de son exploitation le 14 septembre 2013.
- Les discours de haine ont continué. En voici des exemples : Des propos ressemblant à un appel à la violence ont été émis le 16 septembre par le maire de Croix : « *Et si un Croisien*

comme l'irréparable, je le soutiendrai », « *Les Roms n'ont rien à faire à Croix. Oui, s'il y a un dérapage, j'apporterai mon soutien. La population en a assez.* »². Début juillet, le président d'honneur du Front national, Jean-Marie Le Pen, a qualifié la présence de Roms à Nice, d'« *urticante* » et « *odorante* ». A la fin de juillet, le député-maire de Cholet, Gilles Bourdouleix, a déclaré, au sujet des Gitans, que « *Hitler n'en avait peut-être pas tué assez* »³.

- Les propos du Ministre de l'Intérieur jettent encore plus le trouble quand il affirme : « *ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont en confrontation* » avec les populations locales⁴.

5. Une politique de rejet

Les évacuations forcées ont continué à un rythme très élevé confirmant la ligne gouvernementale définie par le Premier Ministre et le Ministre de l'Intérieur qui confirme qu'il n'y a « *pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconduire (ces populations) à la frontière* »⁴ ou encore : « *Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie* »⁴.

Une évacuation forcée restera la manifestation violente d'un rejet et non l'expression d'une volonté d'insertion.

Le rôle du Préfet Régnier, responsable de l'application de la circulaire du 26 août 2012, reste un leurre.

6. Conclusions

Durant le troisième trimestre 2013, les évacuations forcées ont continué à un rythme élevé. Dans la plupart des cas, aucune proposition crédible d'accompagnement social ou de relogement n'est faite. Ceci se perpétue tout en développant un discours gouvernemental de rejet de plus en plus clair et se traduisant dans les faits par la même violence que sous le gouvernement précédent. Il n'y a aucune volonté de développer une politique d'insertion. Il n'y a que celle de souhaiter leur retour dans leur pays d'origine.

Cette politique de rejet est accompagnée par des discours laissant la voie libre à l'expression des extrémismes stigmatisant une population déjà trop précarisée.

² *Propos anti-Roms du maire de Croix : un «appel à la violence» pour Martine Aubry*, La Voix du Nord, 17 septembre 2013

³ *Des associations tziganes poursuivent Estrosi pour ses propos sur les Roms*, Le Monde.fr avec AFP, 10-9-2013

⁴ *La question Rom dans le débat politique*, France Inter, 24 septembre 2013

7. Résultats détaillés pour le 3^{ème} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																
Lieux de vie	Commune(s)	Date	Nombre		Expulsés pour cause			Distrib OQTF/ APRF	Présence OFII ou PAF (1=oui)	Rapat. OFII (1=oui)	Nombre rapatriés	Sol. de relog. (1=partie lle)	Motif			Source/Réaction
			Adultes	dont enfants	Evacués	Rapatrés	incendies ou autres						Arrêté Préfet / Maire / 48h flagrance	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	
rue charles christophe	St Denis	30-juin	120	40	120										Romeurope 4 juillet	
place carnot	Lyon	01-juil	150	44	150										Lyon mag 2 juillet CP Médecins du Monde 9 juillet	
rue d'Orgemont	Angers	09-juil	20	7	20						1		1		angersmag 9 juillet	
ruelle du Pavillon	Deuil-la-Barre	09-juil	60	20	60						1		1		Le Parisien 9 juillet	
Bois de l'Epine	Ris Orangis	09-juil	20	7	20						1		1		Romeurope 9 juillet	
quartier de Vaise	Lyon	10-juil	50	17	50						1		1		Le Parisien 10 juillet	
centre commercial Thiais village	Thiais	09-juil	50	17	50						1		1		Le Parisien 11 juillet	
quartier de l'Eure	Le Havre	16-juil	80	46	80						1		1		76actu 16 juillet	
rue de Cilchy	St Ouen	16-juil	80	27	80						1		1		Le Parisien 17 juillet	
Plateau d'Avron	Rosny-sous-Bois	18-juil	100	33	100								1		L'express 18 juillet	
Bassin de la Maltournée	St Denis	23-juil	150	75	150								1		Le Parisien 23 juillet ERRC	
91 Boulevard de Plombières	Marseille	23-juil	180	60	180								1		marsactu 23 juillet	
Chateaucroix	St Etienne	23-juil	15	5	15								1		FR3 23 juillet	
	St Fons	24-juil						10							Militant MRAP Lyon	
56 rue de la Motte	Aubervilliers	25-juil		0									1			
Lille Sud rue de Carvin	Lille	25-juil	120	40	120						1		1		Libération 25 juillet	
autoroute A9/château de la Mogère	Montpellier	28-juil	50	17	50									1	toutmontpellier 30 juillet	
Hangar rue Ambroise Croisat	St Denis	30-juil	200	67	200								1		ERRC 3 septembre	
av thiers	Bordeaux	31-juil	250	83	250						1		1		France bleu gironde	
juil-13			1695	603	1695	0	0	10	0	0	0	9	0	17	1	
Route de Vendres/A9	Bayssan	01-août	30	10	30						1		1		Midi Libre 1 aout	
Eaux Blanches Etang de Thau, terrain Lafarge	Frontignan	02-août	15	5	15						1		1		Midi Libre 2 aout	
Les Ilettes	Annecy-le-Vieux	02-août	25	8	25						1		1		Le Dauphiné 2 aout	
Parc de la Vilette	Paris	02-août	49	9	49							1			ERRC 3 septembre	
68 Bvd de Las Planas	Nice	03-août	20	7	20								1		Nice Matin 3 aout	
Cynodrome	Nandy	06-août	270	90	270								1		Le Parisien 30 juillet/ Romeurope	
face au 6B	St Denis	06-août	80	27	80								1		MDM/Romeurope	
Caserne Cardot	Marseille	06-août	180	60	180						1		1		Marsactu 7 aout	
carrefour Coubetin/Pasteur	Lille	06-août	30	10	30							1			La Voix du Nord 6 aout	
Av Le Foll	Villeneuve le Roi	07-août	14	5	14								1		Le Parisien 8 aout	
59 rue Bourbon	Bordeaux	13-août	70	23	70						1		1		Sud Ouest 14 aout	
Quartier de la soie	Vaulx en velin	15-août	150	50				150			1				FR3 23 aout	
Rue des Artisans	Noisy-le-Grand	16-août	150	50			150								AFP 16 aout	
Porte d'Aubervilliers	Paris	20-août	200	67	200							1			LDH / ERRC 20 aout	
Quia Hubert-Prom (Bacalan)	Bordeaux	20-août	30	10	30						1		1		Sud Ouest 21 aout	
Cosmonautes	St Denis	20-août	30	10	30								1		ERRC 3 septembre	
Clos St Lazare	Stains	21-août	250	83	250						1		1		Bénév. Sec. Cath. 23 aout	
7 rue Colette	St Etienne	22-août	100	33	100								1		Le Progrès 22 aout	
Quartier de la Soie	Vaulx en velin	23-août	390	167	390						1		1		FR3 23 aout	
La Madrague Ville	Marseille	23-août	60	20	60										Marsactu 24 aout	
Anciens abattoirs	Rezé	24-août	60	20	60								1		Presse océan 23 aout/ Ouest France 28 aout	
Campus des Cézeaux	Aubière	24-août	20	7				20							FR3 24 aout	
rue des coquetiers	Bobigny	27-août	150	60	150						1		1		Amn. Int. 28 aout	
Camping municipal	Macons	28-août	7	5	7								1		Macons-info	
Les Castalides	Toulouse	28-août	96	32	96						1		1		FR3 Midi Pyrénées 29 aout	
Hotel NB	Parigny	29-août	15	5	15								1		Le Progrès 29 aout	
Hôtels d'hébergements	Vaulx en velin	30-août						40							Militant MRAP Lyon	
aout 2013			2491	873	2171	0	320	40	0	0	0	11	3	19	0	
église St Augustin	Le Havre	01-sept	40	13	40								1		Paris Normandie 2 septembre	
Fils de Buttes	Décines	03-sept	16	5	16								1		Rue89Lyon 3 septembre	
Quartier de Lugo	Choisy-le-Roi	05-sept	17	6	17						1		1		Le Parisien 6 septembre	
Ancienne briqueterie	Seclin	06-sept	30	10	30									1	La Voix du Nord 6 septembre	
Bvd Sampaix	St Fons	06-sept	82	27	82			10			1		1		Militant MRAP Lyon Rue89 Lyon 6 septembre	
Lille Sud rue de Carvin	Lille	06-sept	240	80	240						1		1		FR3 6 septembre	
Autoroute blanche et voie ferrée	Magland	09-sept	30	10	30						1		1		Le Dauphiné 11 sept.	
Jardin de Jeanne	Marquette-lez-Lille	10-sept	30	10	30							1			La Voix du Nord 10 septembre	
terrain Vasarely (Escota)	Aix en Provence	10-sept	50	17	50								1		La Provence 11 septembre	
Lille Sud rue de Carvin	Lille	11-sept	120	40	120						1		1		FR3 11/9 La Voix du Nord 12/9	
Plateau de Palayson	Roquebrunes	13-sept	80	27				80							Var matin 13 septembre	
campement	Evry	17-sept	50	17	50						1		1		RTL 17 septembre	
ZAC du haut de Wissous	Wissous	17-sept	150	50	150								1		RTL 17 septembre	
Lille Sud rue de Carvin	Lille	18-sept	270	90	160	110				1	110	1	1		Le Parisien 18 sept	
78 rue de stalingrad	Bobigny	24-sept	100	33				100							ERRC 24 septembre	
Haut Montavas	Wissous	24-sept	30	10	30						1		1		Le Parisien 24 septembre	
ZAC du haut de Wissous	Wissous	24-sept	70	23	70						1		1		Libération 24 septembre	
119 cours Jean Jaurès	Echirolles	24-sept	22	1	22			20					1		FR3 24 septembre	
sept-13			1427	469	1137	110	180	30	0	1	110	9	5	10	1	
Total 3eme trimestre			5613	1945	5003	110	500	80	0	1	110	29	8	46	2	

8. Résultats détaillés pour le 2^{ème} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																
Lieux de vie	Commune(s)	Date	Nombre		Expulsés pour cause			Distrib OGTF/ APRF	Présence OFII ou PAF (1=oui)	Rapap. OFII (1=oui)	Nombre rapatriés	Sol. de relog. (1=partie lle)	Motif			Source/Réaction
			Adultes	dont enfants	Evacués	Rapatriés	incendies ou autres						Arreté Préfet / Maire / 48h	jugement TGI ou TA	seuls sous pression	
Bord N7	Ris Orangis	03-avr	250	83	250							1	1		Metro 3 avril	
Gymnase	St Fons	04-avr	60	20	60							1	1		Le Progrès 4 avril	
Rue du Port	Aubervilliers	08-avr	100	33	100									1	Le Parisien 9 avril	
Porte de la Chapelle	Paris	09-avr					100								ERRC	
site de l'UUFM	Lille	10-avr	28	17	28								1		Le Parisien 10 avril	
sortie A103	Villemoble	11-avr	25	8	25							1			[lesage.jeanyves@orange.fr	
Rue Prévôté et rue Politzer	La Courneuve	11-avr	250	83	250							1	1		ERRC	
Av nelson mandela	Stains	15-avr	180	60		180						1			Le Parisien 17 avril	
Algecos	Fontaine	15-avr	156	52	156							1	1		FR3 16 avril	
Rue de Pressensé	St Denis	16-avr	160	53	160								1		ERRC	
Porte de Paris	St Denis	19-avr					50								ERRC	
Bretelle Autoroute	St Denis	23-avr	30	10	30								1		ERRC	
Rue Pascal	La Courneuve	24-avr					100								Rromeurope R MdM, ERRC	
Parking Ampère	Lyon	24-avr	100	33	100								1		M.Lyon.fr 24 avril	
Site CEA	Limeil Brévannes	25-avr	400	133	400							1			Le Parisien 26 avril	
Bud Allende	St Herblain	25-avr	65	15	65			1				1	1		Ouest France 26 avril	
Plateau d'Avron	Rosny-sous-Bois	29-avr					20								rRomeurope	
Rue de Paris	Montreuil	02-mai	78	26	78								1		L'express 2 mai	
Champy, Bois de grâce	Champs/Marne	02-mai	150	50	150									1	Le Parisien 2 mai	
Squat bord de mer	Juan-les-Pins	03-mai	90	30	90							1	1		FR3 Côte d'Azur 29 mai	
Surplomb A1 et A3	Aulnay sous Bois	06-mai	140	47	140							1	1		Aulnaylibre 7 mai	
Rue Audibert 8ème arr.	Lyon	13-mai	200	67		200						1			Le Monde 13 mai	
Ancien terrain de rugby	St Priest	14-mai	27	9	27								1		La gazette.fr 14 mai	
Terrain dit des Cosmaunauts	St Denis	15-mai	250	83	250								1		ERRC	
Terrain dit du Fort de l'Est	St Denis	15-mai	180	60	180								1		ERRC	
Site CEA	Limeil Brévannes	21-mai	300	100	300							1	1		Le Parisien 21 mai et Romeurope 94	
Chemin de Sarcelles au Luat	Sarcelles	29-mai	150	50		150									Romeurope JPD	
rives du Var	Nice		120	40	120							1	1		Nice matin 21 mai	
Sud porte Arras, secteur hotel de police	Lille	23-mai	400	133	400							1	1		La voix du Nord 23 mai	
Porte de Paris	St Denis	28-mai	250	83	250								1		Libération 29 mai	
Gymnase Grignard	Lyon	29-mai	180	60	180							1			M Lyon 29 mai blog Mediapart 30 mai	
Porte de la Chapelle	Paris	29-mai	240	80	240							1	1		Rapport LDH/ERRC	
Rue des Artisans	Noisy- le-Grand	29-mai					30								ERRC	
Porte de Paris	St Denis	30-mai	150	50	150								1		JSD 30 mai	
Rive de la Garonne centre ville	Toulouse	31-mai	43	11	43							1	1		Le Parisien 31 mai	
Près de l'usine extraction sables	Argenteuil	04-juin	150	50	150								1		Romeurope JPD	
Plaine Winston Churchill	Lille	05-juin	180	60	180		16	1				1	1		FR3 région NPDC 5 juin	
	Saint Pierre de Chandieu	06-juin	100	33	100								1		Mlyon 7 juin	
Bassin de la Maltoumée	Saint-Denis	12-juin					58								ERRC	
Hangar de la Porte de Paris	Saint-Denis	12-juin					50								Romeurope	
Porte de la Villette	Paris	12-juin	80	27	80							1	1		Le Parisien, ERRC	
Bois de la Couronne	Clichy-sous-Bois	13-juin	300	100	300							1	1		Le Parisien 13 juin	
av des olives	Marseille	13-juin	50	20	50							1			La Marseillaise 13 juin, ERRC	
av de St Antoine	Marseille	17-juin	180	60	180							1	1		La Provence 17 juin, ERRC	
Bois de Grâce	Champs/Marne	19-juin	200	67	200									1	Le Parisien 19 juin, collectif Val Maubuée	
Centre d'hébergement	Tassin-la demi-lune	24-juin	20	7	20							1			FR3	
2ème trimestre 2013			6012	2005	5482	0	530	424	2	0	0	16	10	23	3	

9. Résultats détaillés pour le 1^{er} trimestre 2013

Evacuations forcées de Roms étrangers occupant des lieux de vie en France (année 2013)																	
Lieux de vie	Commune(s)	Date	Nombre		Expulsés pour cause			Distrib OQTF/ APRF	Présence OFII ou PAF (1=oui)	Rap. OFII (1=oui)	Nombre rapatriés	Sol. de relog. (1=partie Ile)	Motif			Source/Réaction	
			Adultes	dont enfants	Evacués	Rapatriés	incendies ou autres						Arrêté Préfet / Maire / 48h	jugement TGI ou TA	seuls sous pression		
La Carelle	Villeneuve-le-Roi	04-janv	90	30	90			90				1	1			Libération 4 janvier	
Porte de la Chapelle	Paris	10-janv	6	2												Parisien 10 janvier	
Boulevard Schuman	Lille	14-janv	120	40								1				20minutes 15 janvier	
14 av du bois de l'Épine	Courcouronnes	21-janv	25	8	25							1	1			ASEFRR	
Croisement D93A / Jean Monet	Courcouronnes	21-janv	30	10	30								1			ASEFRR	
Rue de Suède l'Anjoly	Vitrolles	25-janv	50	17	50									1		Communiqué MRAP/LDH	
Lyon et environs	Lyon	29-janv	148	49		148		148	1	1	148					Rue89 30 janvier	
Bachelard et Helene Boucher	Villeneuve d'Asq	31-janv	70	23	70							1		1		FR3 Nord 31 janvier	
Rue Blanqui	Bordeaux	04-févr	20	7	20									1		Sud Ouest 5 février	
Pontillaut	Pontault-Combault	12-févr	60	20	60									1		Le Parisien 12 février	
Marché aux puces	Marseille	12-févr	25	8	25									1		Militants et millesbabords	
13 Av Guynemer	Caen	13-févr	10	2	10							1		1		tendanceouest 14 février et LDH	
Rue Jean Carasso	Bezons	14-févr	250	60	250									1		Le Parisien 15 février	
aire d'accueil Ligné	Ancenis	14-févr	9	3	9									1		Ouest France 15 février	
Site de l'ancien abattoir	Rezé	17-févr	45	15	45										1	Ouest France 21 février	
Rue des Fillettes	Aubervilliers	22-févr	300	100			300					1				Le Parisien 22 février	
Route des Romains	Strasbourg	25-févr	20	7			20					1				DNA 25 février	
Rue des Etrangers et Av Thiers	Bordeaux	26-févr	400	133	276	124		124	1	1	124	1		1		Sud Ouest 1 mars FR3 Aquitaine 26 février	
Av de la division Leclerc	Sarcelles	28-févr	80	30			80					1				Le Parisien 28 février	
Chemin du Cornillon	Aubervilliers	28-févr	50	15	50								1			CP ERRC 8 mars	
Rue de Marquillies	Lilles	03-mars	100	33			100					1				La voix du Nord 3 mars	
bidonville	Noisy-le-Sec	03-mars	50	15	50								1			CP ERRC 8 mars MdM mail 25 mars	
terre-plein autoroute	Bondy	06-mars	100	33	100								1			Le Parisien 6 mars	
Porte de Paris	ST-Denis	08-mars	150	50	150									1		Le Parisien 8 mars	
Nationale 20	Wissous	10-mars	60	20			60					1				Le Parisien 10 mars	
Lac de Montalbot	Vigneux-sur-Seine	11-mars	500	167	500			50	1					1		Sec Cathol. 12 mars	
Rue du Râteau	La Courneuve	15-mars	50	17	50									1		Le Parisien 18 mars	
Rue de la Butte-Pinson	Pierrefitte	17-mars	50	17	50										1	Le Parisien 18 mars	
Lices	Toulon	19-mars	40	15	40							1		1		var matin 19 mars	
auberge de jeunesse	Brive	19-mars	7	4	7							1		1		La montagne 19 mars	
La Noue Fondrière Av Blériot	La Courneuve	19-mars	250	83	250									1		MdM	
campement	Bobigny	21-mars	50	17	50								1			MdM MG et ERRC	
Bvd Sampaix	St Fons	22-mars	250	83			250					1				Le Progrès 23 mars	
Av Gal de Gaule/ Bvd Montmorency	Deuil-la-Barre	26-mars	50	20	50									1		Le Parisien 28 mars	
Bretelle A4 Joinville	Paris	27-mars	26	9	26									1		Le Parisien 27 mars	
Bretelle A86 et N14	St-Denis	28-mars	120	40	120								1			Le Parisien 28 mars	
Rue Léon Blum	Villeurbanne	28-mars	80	27	80									1		Libération 28 mars	
Moulin Galant	Ormoy/Villabé/Corbeil	28-mars	350	117	350							1	1			Mediapart 28 mars	
Ateliers SNCF	Hellemmes	31-mars	36	12			36					1				Nord Eclair 31 mars	
rue des coquetiers	Bobigny	31-mars	35	12			35									Le Parisien 31 mars	
autres sites	IDF							230									ERRC
1er trimestre 2013			4162	1369	2883	272	1007	642	3	2	272	16	9	18	2		

Annexe 1

1. Description des données prises en compte dans l'étude

L'étude a recensé la dénomination du lieu de vie, la commune, le nombre de personnes expulsées (le nombre d'enfants quand il est spécifié), les causes de l'évacuation forcée, le nombre d'Obligations de Quitter le Territoire Français (OQTF) distribuées (quand il est connu), la présence simultanée de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) avec les forces de l'ordre (quand il est signalé), les expulsions collectives du territoire, les propositions de relogement et les sources de l'information dans chacun des cas.

Chaque évacuation ou expulsion est caractérisée de la manière la plus complète et seules les informations vérifiables obtenues de sources fiables, mentionnées ci-dessous, sont comptabilisées.

2. Définitions

Le vocabulaire doit être précisé : un terrain est évacué et une personne expulsée. En droit, on parle d'évacuation d'un terrain, d'un bâtiment lorsque la mesure vise le lieu, et d'expulsion lorsque la mesure vise la ou les personnes. D'autre part, le terme « lieu de vie » désigne l'endroit où vivent les personnes, cet endroit pouvant être un bidonville, un squat, un garage désaffecté, ... ou une caravane en état ou non de marche. La dénomination du lieu de vie est celle de l'endroit mentionné dans la source, par exemple « le Hanul ». L'adresse est évidemment notée quand c'est possible.

La commune est celle sur laquelle le lieu de vie existe. Les cas sont fréquents où le lieu de vie chevauche plusieurs communes, par exemple Noisy-le-Grand/Bry-sur-Marne. Ces cas prêtent souvent à confusion : plusieurs rapports d'apparence différente concernent en fait le même lieu de vie. Une attention particulière a été portée à ce point afin de garantir l'information.

La date est celle du jour où a eu lieu l'évacuation forcée ou l'expulsion du territoire.

Le nombre de personnes est celui mentionné dans la source. Le nombre d'enfants est repris s'il est spécifié par la source ou il est estimé au tiers des personnes présentes.

L'expulsion forcée peut résulter de : un arrêté d'expulsion pour occupation illégale ou insalubrité du lieu de vie, une distribution d'OQTF, une aide au retour humanitaire (ARH) ou un accident (incendie). Plusieurs causes peuvent se cumuler. Par exemple, à Massy (Essonne) en 2010, il y eut : distributions d'OQTF, incendie, arrêté d'expulsion, enfermement, retours ARH et retours forcés, et destruction de ce qui restait du lieu de vie par les autorités communales.

Chaque fois que la source le mentionne, le nombre d'OQTF ou d'arrêtés préfectoraux de reconduite à la frontière (APRF) distribués sur le lieu de vie est noté, de même que la présence de l'OFII sur le lieu de vie lors de l'intervention des forces de l'ordre.

Quand des propositions de relogements sont mentionnées dans la source, elles figurent au tableau. Elles sont généralement partielles car, dans la majorité des cas, elles séparent les familles et sont destinées uniquement aux femmes accompagnées d'enfants en bas âge dans un hébergement d'urgence pour quelques jours. Pour cette raison, elles sont très souvent refusées par les personnes concernées.

L'origine des décisions justifiant les évacuations sont comptabilisées. Elles peuvent être prises par un Tribunal (de grande Instance, administratif, Cour d'appel), ou suite à un arrêté d'insalubrité ou de péril pris par une Mairie ou un Préfet. Le nombre de départ ne faisant pas suite à l'usage de la force est aussi recensé. Ces départs font généralement suite à un harcèlement et des menaces policières.

La source est l'origine de l'information. Le même événement peut être décrit dans plusieurs sources. Chaque source est référencée. Seules les plus fiables et les plus précises ont été retenues : articles de presse et média, communiqués de presse, témoignages directs diffusés ou transmis par une ONG.